



Ras le bol de courir ! Il est urgent d'embaucher !

Quel que soit le secteur de l'usine, on n'a jamais vu un sous-effectif aussi important.

Non seulement les moniteurs sont en poste mais aussi parfois les RU voire les RG. Des CI de l'usinage, des professionnels de maintenance et des techniciens sont également postés au Montage pour remplacer les intérimaires en fin de mission. Du jour au lendemain, on peut être envoyé dans un autre atelier, parfois même dans un autre régime horaire.

Aucun atelier n'échappe à ce sous-effectif qui devient la règle de fonctionnement.

A cela s'ajoute les H+ obligatoires, les samedis matins, les dimanches pour les équipes de nuit, alors même que les effectifs et la production sont diminués en semaine.

Comme si cela ne suffisait pas, les salariés qui partent ne sont pas remplacés.

Conséquences directes : une fatigue qui explose, des articulations qui s'abiment rapidement. Aucun respect des restrictions médicales ni de l'ergo-rotation. On n'arrête pas de courir et on finit la journée sur les rotules. On vieillit avant l'âge et ça, c'est inacceptable !

Trémery n'est pas la seule usine à connaître une telle situation. Toutes les usines sont en sous-effectif organisé. C'est une politique à l'échelle du groupe.

Par souci de gagner encore plus d'argent, la direction restreint le plus possible le nombre d'intérimaires et continue à supprimer des postes.

La COVID augmente l'absentéisme mais cela n'explique pas tout. Pour certains c'est l'épuisement qui provoque l'arrêt maladie. La raison principale du sous-effectif est la soif d'économies de la direction et sa volonté de tirer encore plus de bénéfices de notre travail. Nous ne pouvons plus accepter de travailler dans ces conditions ! Nous savons tous que PSA n'a jamais été aussi riche. Les profits réalisés par notre travail doivent aussi servir à embaucher !

On ne nous demande jamais notre avis sur les embauches. Pourtant qui mieux que ceux qui supportent les journées entières de travail peuvent dire si un poste passe ou pas.

Alors, il faut du monde en plus. Mais combien ? Comme c'est nécessaire, il faut le chiffrer. Les directeurs ne savent que donner le nombre de moteurs à produire ou perdus, des postes à supprimer, ou celui des absents.

Il faut se faire entendre et revendiquer plus de personnel !

Dans tous les secteurs, discutons-en entre nous.

Chiffrons nous-mêmes les embauches nécessaires pour se répartir le travail et diminuer les charges de travail !

Mobilisons-nous pour arrêter de courir et ne pas crever au boulot !

Prime « Gilets Jaunes », augmentations individuelles, PSA ne lâche rien !

Une prime, c'est de l'argent. De l'argent on en a besoin pour vivre, remplir notre caddie, payer nos factures ou rembourser nos crédits. Mais on en a besoin tous les mois, pas simplement une fois de temps en temps. Pourquoi parlons-nous d'une prime « Gilets Jaunes » ? Ce sont tous ceux qui se sont mobilisés, à la fin 2018 et en 2019, qui ont posé à l'échelle du pays le problème du pouvoir d'achat, des salaires et des pensions de retraites insuffisantes pour vivre correctement.

Cette mobilisation a réussi à faire reculer Macron, lui qui se vantait qu'il ne reculerait jamais face à la rue. Beaucoup d'entre nous se disent : « si on l'a touchée en 2019 et en 2020, pourquoi on ne la toucherait pas cette année ? »

Bruno BERTIN, DRH de PSA France, vient de répondre aux syndicats qui demandaient l'attribution de cette prime qu'il n'en était pas question !

C'est le principe des primes : c'est aléatoire, un coup tu l'as, un coup tu l'as pas, ou tu as moins. Cette année, alors que tout augmente, la direction n'a lâché que 12 euros net d'augmentation.

A cela, s'ajoute l'accord salarial 2021 signé par la CFTC, FO et CFE/CGC qui ne prévoit aucune augmentation individuelle, hors promotion et ancienneté.

C'est-à-dire que 90% des ouvriers n'auront rien !

Inacceptable quand on sait que le groupe a réalisé 2,2 milliards de bénéfices.

Défendre réellement le pouvoir d'achat c'est augmenter le salaire de base !

Il faut défendre notre peau !

Le mardi 16 mars, un chantier de résinage du sol a démarré au bâtiment 1. En quelques minutes une odeur insupportable s'est répandue dans les ateliers à proximité, le 420, usinage des vilebrequins DW, et jusqu'à la MEL.

Aucune mesure de prévention n'avait été prise : ni ventilation, ni même ouverture des fenêtres ou des extracteurs. Les ouvriers du 420 ont tous quitté l'atelier pour respirer dehors, encouragés par une équipe de délégués CGT. C'est ce qui a poussé la direction à ordonner l'arrêt du résinage. A la demande de la CGT, la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'est réunie préalablement au redémarrage des travaux.

Et là, on a découvert que le produit utilisé, l'Epoxy, contenait du Xylène, un solvant dangereux pour la santé et, en principe, interdit sur l'ensemble des sites PSA. Les salariés ont bien eu raison de quitter leur poste de travail pour aller respirer dehors.

Le chantier a pu reprendre dans des conditions normales le mercredi 24, avec un Epoxy sans solvant, donc beaucoup moins nocif et avec une ventilation efficace.

L'action des salariés soutenus par la CGT a obligé la direction à reculer en tenant compte de leurs conditions de travail et de leur santé.

Face aux choix que PSA veut nous imposer, nous avons la force collective de nous défendre et de nous faire respecter !